

Communiqué de presse



Parti socialiste
neuchâtelois

Neuchâtel, le 11 juillet 2010

Le parti socialiste neuchâtelois (PSN) est consterné par l'annonce de la probable fermeture de l'entreprise Voumard à Hauterive qui porte un nouveau coup dur à la situation économique, mais surtout à la situation de l'emploi dans notre canton. Cette fermeture, qui suit de quelques mois seulement celle intervenue chez Metalor, démontre la fragilité de la situation actuelle et le peu de moyens octroyés par législation encore trop lacunaire en matière d'actions possibles dans le cadre de licenciements collectifs. Une résolution a d'ailleurs été déposée dans ce sens par notre section cantonale lors de la dernière Assemblée des délégué-e-s du PSS à Frauenfeld.

Le PSN remarque également que, une nouvelle fois, cette décision intervient alors que la société est actuellement en mains d'un groupe étranger pour lequel le maintien de l'emploi dans la région et la pérennisation d'une industrie qui fut en son temps florissante ne constituent pas une priorité.

Le PSN tient à exprimer tout son soutien aux travailleuses et travailleurs touchés par cette fermeture ainsi qu'à leurs représentant-e-s et le syndicat Unia pour lesquels la négociation de mesures d'accompagnement dignes et acceptables s'annonce apparemment déjà difficile. Le PSN est d'ailleurs absolument stupéfait par la manière scandaleuse dont ont été traités les représentant-e-s des travailleurs en marge de la conférence de presse tenue le 9 juillet par les dirigeants de Voumard et du groupe Novellis. Cette altercation invraisemblable pose plusieurs questions.

Tout d'abord il est inadmissible que dans un état démocratique comme le nôtre, dont l'un des principaux piliers est précisément constitué par le partenariat social, des secrétaires syndicaux ainsi que des représentants de la presse soient ainsi agressés. Cela met clairement en danger tous les fondements sur lesquels repose notre pays, ce qui est très inquiétant. Nous espérons vivement, dans l'intérêt des travailleuses et travailleurs, que leurs représentant-e-s et le syndicat pourront mener les négociations pour l'établissement d'un plan social dans un cadre plus serein et constructif que celui auquel nous avons pu assister lors de cette agression.

D'autre part, la violence avec laquelle ont été repoussés les syndicalistes par un service de sécurité privé pose clairement la question plus générale des cadres et exigences de formation posées à ces sociétés privées, dont les employés sont censés maintenir l'ordre ainsi que d'éviter ce genre d'incidents et non les provoquer. Question récurrente qui est souvent amenée par le Parti socialiste, mais à laquelle il n'y a pas encore eu de réponse satisfaisante.

Contact : Baptiste Hurni, président du PSN, 079/785 88 82